

RENCONTRE NASSER-KHROUCHTCHEV A MOSCOU

AU CONGRÈS DE STOCKHOLM

KUO MO JO (Chine), HANNA (Liban)
et un représentant du F.L.N.
exaltent la lutte des peuples
opprimés pour leur libération

(Voir en page 3)

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURES
REDACTEUR EN CHEF (1926-37) : VAILLANT-COUTURIER
DIRECTEUR (1918-1958) : MARCEL CACHIN

DIRECTEUR : ETIENNE FAJON

SAMEDI 19 JUILLET 1958

6, boulevard Poissonnière - PARIS-9^e

Tél. : PRO 15-01
et la suite

200^e jour de l'année
Nlle série - N° 4316

Abonnements : 1 an, 5.000 ; 6 mois, 2.700 ;
3 mois, 1.450 — C.C.P. Paris 24-18

PRIX : 20 FR.

Corse 20 ; Belgique 3,50 ; Suisse 0,40 ;
Algérie, Tunisie, Maroc 25 ; Italie 60 litres

Nouvelle
mise
en garde
du gouvernement
soviétique :

A l'issue de
ses travaux

*La Conférence Nationale du Parti
s'adresse au peuple français :*

POUR LA REPUBLIQUE, POUR LA FRANCE "NON" LE 5 OCTOBRE

*L'agression en cours
PRÈS DE SES FRONTIÈRES
obligera l'U.R.S.S.
à prendre les mesures
nécessaires à sa
sécurité et au maintien
DE LA PAIX MONDIALE*

NEHRU A EISENHOWER :

RETIREZ VOS TROUPES DU LIBAN

A MOSCOU :

100.000 personnes
manifestent devant
l'ambassade américaine

Le général

VICCELIO

commandant des forces
U. S. en Turquie :
Nous sommes prêts
à utiliser

Aujourd'hui, DE DIJON
A PARIS, DERNIER
ROUND SUR 320 KM.

GAUL

en enlevant hier sa 3^e
étape contre la montre
a virtuellement
gagné le

Décisions du Comité Central

I

Le Comité Central, réuni à l'issue des travaux de la Conférence nationale du Parti à Montreuil, les 17 et 18 juillet 1958, adopte l'appel au peuple de France approuvé par la Conférence nationale. Il demande à toutes les organisations du Parti, à tous les communistes d'assurer la plus large diffusion de cet appel, ainsi que de la brochure reproduisant le rapport du camarade Maurice Thorez.

II

Le Comité Central décide que le camarade Paul Laurent, membre du Comité Central, sera désormais assistant au Bureau Politique, et ce au titre de responsable du Mouvement de la Jeunesse Communiste.

Ils sauront faire



tout leur devoir...

A PRES deux jours de travaux, la Conférence nationale de notre Parti s'est terminée hier soir dans l'enthousiasme, aux accents mêlés de *La Marseillaise* et de *L'Internationale*.

Ce qui frappait d'abord dans cette Conférence, c'est l'unité profonde qu'elle a fait apparaître une fois de plus parmi les militants communistes.

Alors que tous les autres partis se sont divisés dans l'épreuve, le nôtre est resté fidèle au mandat qu'il avait reçu de la classe ouvrière.

TOUS ceux qui sont montés à la tribune, comme ceux qui étaient dans la salle, pouvaient ressentir une légitime fierté. Ils ne s'étaient pas inclinés comme les habiles et les lâches, ils avaient résisté au chantage, à la menace des généraux de guerre civile. En agissant ainsi, ils n'avaient pas seulement sauvé l'honneur, ils avaient aussi préservé l'avenir.

Car si les jeux ne sont pas faits on le doit pour une part essentielle à la cohésion du Parti Communiste, à la lutte courageuse qu'il a menée hier aux avant-postes de défense de la République, et qu'il poursuivra demain avec la même ardeur.

EN exprimant leur accord unanime avec le rapport de Maurice Thorez, les délégués ont affirmé de façon éclatante cette solidarité de tout le Parti avec son Comité Central dans la lutte contre la dictature. Certains, qui ironisent volontiers sur le « monolithisme » communiste, souhaiteraient, nous en sommes persuadés, pouvoir trouver chez eux la même fidélité.

René ANDRIEU.
(SUITE PAGE 5.)



Maurice THOREZ, Jacques DUCLOS et Etienne FAJON se sont inclinés hier devant le corps de Daniel RENOULT

DANS le hall d'honneur de la mairie de Montreuil, tendue de noir, la foule viendra, dès ce matin, se recueillir devant le corps de Daniel Renault, qui eut si longtemps toute sa confiance. Chacun dans cette ville, à laquelle il a donné le meilleur de lui-même, ressent cette tristesse que laisse au cœur la perte d'un ami.

Maurice Thorez, secrétaire général du Parti Communiste Français; Etienne Fajon, directeur de *L'Humanité*, se sont rendus, hier matin, au domicile du compagnon des jours héroïques, usé par tant d'années de lutte pour le bon

et mort à la tâche. Accueillis par les représentants de la municipalité, ils se sont longuement recueillis. Jacques Duclos, secrétaire du Comité Central, est allé également, l'après-midi, s'incliner devant le corps de Daniel Renault, ainsi qu'une délégation de la Conférence nationale du Parti.

De nombreuses personnalités sont également venues saluer la dépouille du maire de Montreuil et, notamment, le président du conseil général Le Gallo et le Syndic de l'assemblée départementale.

(SUITE PAGE 4.)

Quelques-uns des délégués hier, au cours de la dernière journée de la Conférence nationale du Parti Communiste Français

En page 5 l'article d'André WURMSER

VU, LU et entendu à la Conférence

NEW YORK:

L'Assemblée générale de l'O.N.U. pourrait être convoquée en session extraordinaire

BEYROUTH:

6.000 paras et « marines » arrivent de Turquie

LE gouvernement soviétique a publié hier soir un nouveau communiqué concernant le développement de l'intervention militaire anglo-américaine au Moyen-Orient.

Le gouvernement de l'U.R.S.S. souligne que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis préparent l'opinion publique de leurs pays à l'extension de l'agression qu'ils ont déclenchée dans le Proche-Orient.

« Il ressort clairement des déclarations de Macmillan que le but de l'intervention militaire en Jordanie n'est pas uniquement d'écraser le mouvement jordanien de libération nationale, mais aussi, en renforçant les positions militaires britanniques dans ce pays, de l'utiliser — tout comme le Liban, actuellement occupé par les forces américaines — comme une tête de pont, afin de réprimer la révolution populaire en Irak », poursuit la déclaration.

(SUITE PAGE 2.)

Tour 58



Charly GAUL.

Hier, Géminiani a perdu son lieutenant Dotto, renversé par une moto

(Voir en page 9 les articles de nos envoyés spéciaux)

Pour défendre les libertés et la paix menacées, pour le NON au référendum-plebiscite

Mercredi

23 JUILLET A 20 H. 30

AU VEL' D'HIV'

GRAND MEETING

organisé par le

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Sous la présidence de : **Raymond GUYOT**, membre du Bureau Politique, député de Paris

ORATEURS : **Jacques DUCLOS**, secrétaire du Comité Central, député de la Seine ;

Jeannette VERMEERSCH, membre du Bureau Politique, député de Paris ;

Henri MARTIN, membre du Comité Central, secrétaire général adjoint de l'U.J.C.F.

et **Jean-Pierre VIGIER**, maître de recherches au C.N.R.S., membre du Comité Fédéral de Paris.

A AUCH (GERS)

600 RÉPUBLICAINS CHASSENT POUJADE

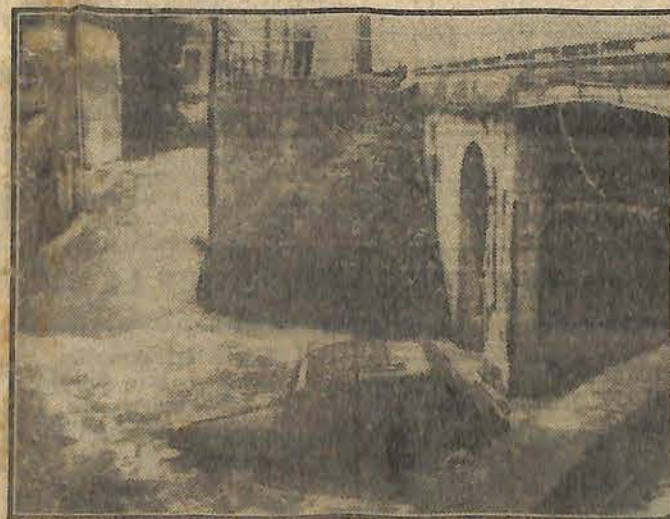
Jeudi soir, 600 communistes, socialistes et autres républicains d'Auch (Gers) ont chassé Pujade de leur ville et défilé dans les rues, acclamés notamment par des soldats qui revenaient de manœuvres.

(Page 4.)

FONCTIONNAIRES

Guy Mollet a reçu hier les représentants de l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires (C.G.T.). Il n'a ouvert aucune perspective d'amélioration immédiate des traitements des fonctionnaires et n'a donné aucune assurance précise sur les divers points soulevés par la délégation. (Page 8.)

Graves inondations dans l'INDRE



Le département de l'Indre connaît à nouveau de graves inondations dues aux récentes chutes de pluie. A Argenton-sur-Creuse, la route d'Eguzon a été coupée par la crue de la Creuse. Sur notre cliché, un automobiliste s'est trouvé en lâcheuse position, sa voiture, stoppée net par le flot, sous le pont du chemin de fer de la ligne Paris-Toulouse.

INSTITUTEURS

Journée de discussion au Congrès national de Brest, où de nombreux instituteurs interviennent contre la dictature personnelle et le fascisme, pour la défense résolue de la République inséparable de la défense de l'école. (Page 8.)

Le contingent 58/2 A appelé le 2 septembre

Un communiqué du ministère des Armées a annoncé hier soir que le contingent 58/2 A sera appelé sous les drapeaux à partir du 2 septembre prochain.

Ce contingent comprend les jeunes gens nés du 11 juillet au 10 septembre 1938 inclus. C'est-à-dire que certains de ces jeunes seront incorporés avant d'avoir 20 ans.

LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE NATIONALE

La première séance de cette seconde journée est présidée par Jeannette Vermeersch, membre du Bureau Politique.

La séance est ouverte à 9 h. 30 avec l'intervention de Maurice Perche, qui porte sur le rôle particulier des instituteurs dans la lutte contre la dictature. Après lui, la conférence entend Alphonse Boosz (Bas-Rhin), puis Léon Feix, membre du Bureau Politique, qui dénonce l'agression des impérialistes au Moyen-Orient et définit les tâches qu'impose au Parti la gravité de la situation internationale. Interviennent ensuite dans la discussion sur le rapport de Maurice Tho-

rez, secrétaire général du Parti, Micheline Moroni (Paris) et Georges Marchais (Seine-Sud). Cette troisième séance est close par Waldeck Rochet, membre du Bureau politique qui traite de l'organisation de la lutte dans les masses paysannes. A 12 h. 30, la séance est levée.

A 14 h. 30, la quatrième et dernière séance, présidée par Benoit Frachon, membre du Bureau Politique, est ouverte par l'intervention de Serge Paganelli (Doubs). Interviennent ensuite Jacqueline Chovanel (Seine-Nord-Est), Serge Huber (Seine-Ouest), Paul Rochas (Isère), Marcel Caille, membre du Comité

Central, Guy Ducloné, commission des mandats, Fernand Grenier, membre du Comité Central, Paul Chastelain (Htes-Pyrénées), Albert Stéfani (Corse) et Louis Dupont (Meurthe-et-Moselle).

La parole est alors donnée à Roger Garaudy, membre du Bureau Politique, qui donne connaissance du projet d'Appel au peuple de France. 66 propositions d'amendement ont été déposées. Après discussion et adoption de plusieurs de ces amendements, l'ensemble du document est approuvé à l'unanimité par la conférence qui applaudit longuement.

Maurice Thorez rappelle

alors aux délégués que, statutairement, la conférence n'a pas pouvoir de décision. « Aussi, ajoute le secrétaire général du Parti, le Comité Central va-t-il se réunir dès la fin des travaux. »

A 18 heures, Jacques Duclos gagne la tribune pour prononcer le discours de clôture. Les délégués, debout, applaudissent longuement Jacques Duclos, au terme de ce discours. La Marseillaise et l'Internationale retentissent avec ardeur. A 18 h. 30, Benoit Frachon déclare close la conférence nationale du Parti. Le Comité Central se réunit alors. Il prendra les décisions que nous publions en première page.

Déjà le comité départemental, dans sa réunion tenue au lendemain du 14, déclare : « Tirant la leçon des faits, le comité souhaite, par l'activité accrue des comités de quartiers et d'entreprises, la réalisation rapide de l'unité de tous les républicains seule capable

de sauver la France et la République. »

Nous devons engager l'action, conclut Jean Llanté, pour que ces comités prennent dans l'immédiat position contre le référendum et engagent l'action. (Appl.)

Émile TOURNAY (Aisne)

Puis Émile Tournay évoque les luttes qui se sont déroulées dans l'Aisne contre la venue de de Gaulle au pouvoir. Un contact permanent a été maintenu avec la fédération socialiste; dans quatre villes, les sections communistes et socialistes ont agi en commun.

Depuis l'investiture de de Gaulle, une grande bataille d'explication est engagée dans le département.

Des illusions existent encore parmi les républicains, y compris dans une fraction de la classe ouvrière. Émile Tournay apporte la preuve, par des exemples précis, qu'il est possible de dissiper ces illusions, et cela rapidement, à la lumière des faits.

Faisant état de l'activité des 30 comités de défense existants, notre camarade montre la nécessité d'une lutte politique contre l'attentisme, et aborde ensuite les mesures décidées par le comité fédéral pour organiser la grande campagne du « non » au référendum.

Le département sera divisé en quatre régions réparties suivant

les cantons et les sections afin que chaque localité soit touchée par le Parti.

Chaque section, chaque cellule a établi son propre plan de travail, « Ainsi tout le matériel sera réparti et chaque cellule du Parti avec l'aide de sympathisants dans les villages pourra distribuer tracts, journaux de cellule, brochures, coller les affiches, faire des inscriptions, préparer des réunions grandes et petites, collecter à la souscription nationale, diffuser par des ventes de masse l'Humanité et aussi recruter de nouveaux adhérents et constituer de nouvelles cellules.

« Enfin, nous orientons nos sections et cellules pour que des efforts importants soient faits en direction de la constitution de comités de défense de la République dans les villages. »

Rien n'a été oublié, ni le recensement des moyens de locomotion, ni les tournées de réunions publiques dans les villages et les entreprises, ni les tracts particulièrement destinés aux ouvriers agricoles, aux femmes du textile... (Appl.)

Paul LE GALL (Finistère)

Dans ce département, l'unité d'action a fait de grands pas. Paul Le Gall cite de nombreux exemples de luttes antifascistes communes : à Brest, Morlaix, etc. « Dans plus de trente villes, dit-il, nous sommes avec les socialistes dans des comités d'action républicaine. Au Comité départemental, nous siégeons aux côtés des dirigeants de la Fédération socialiste. Nous tenons des meetings communs. »

A l'appui d'exemples précis, Paul Le Gall note que « là où les cellules travaillent avec ardeur, l'unité se resserre ». Là où nos cellules restent inactives, observe-

tail, les socialistes sont hésitants. L'anticommunisme qui a gardé des racines reprend le dessus.

L'activité du parti est d'autant plus indispensable, enchaîne-t-il, qu'il faut éclairer les travailleurs, donner des explications sur la trahison de certains dirigeants S.F.I.O.

Il conclut : « Nous avons la certitude que notre lutte va permettre le renforcement de l'unité d'action, le rassemblement de tous les républicains pour le « non » au référendum, « non » au fascisme. » (Applaudissements.)

La parole maintenant est au Nord.

Jean OOGHE (Pas-de-Calais)

Jean Ooghe consacre ensuite essentiellement son intervention aux efforts des communistes du Pas-de-Calais pour surmonter la division de la classe ouvrière.

« Gagner la majorité du corps électoral au « non », cela signifie concrètement, pour nous, entraîner des dizaines de milliers d'électeurs socialistes dans ce combat... Notre effort principal en direction de ces derniers est

dicté par le rapport des forces et l'influence électorale de la S.F.I.O. »

Jean Ooghe souligne l'émotion soulevée chez de nombreux militants socialistes par la trahison de Guy Mollet. Dans la région de Boulogne, les oppositions contre ceux qui ont voté pour de Gaulle se sont exprimées publiquement. « Mais depuis le 1er juin, les dirigeants de la fédération socialiste, tout dévoués à Guy Mollet, se sont atta-

chés des masses, pour constituer des comités de défense républicaine.

« Nous avons des échos des changements qui se produisent dans les masses et chez les travailleurs socialistes. La participation de centaines d'ouvriers ou électeurs socialistes à des comités de base élus apparaît de plus en plus possible. La participation massive aux manifestations du 14 juillet dans de nombreuses localités du bassin minier et dans les villes du littoral est un indice certain de l'attachement profond de notre population laborieuse à la République et à la liberté. Trois élections profes-

sionnelles qui viennent de se dérouler dans la métallurgie d'Aras ont été trois succès de la C.G.T. qui gagne de 6 à 12 % des voix... »

Après avoir cité d'autres exemples positifs, pris dans les sections du S.N.L., dans les municipalités socialistes, dans les comités de défense, Jean Ooghe souligne, pour conclure, la nécessité impérieuse pour les communistes de participer mieux encore au travail de masse.

Le congrès applaudit longuement. Paul Le Gall gagne la tribune.

Hector VIRON (Nord)

Travailleurs et démocrates ont dans le Nord une grande bataille au lendemain du 13 mai. Dès le 14, d'importants débrayages ont eu lieu et le 27 mai 220.000 travailleurs des grandes entreprises ont fait grève. Jusqu'au 2 juin, c'est plus de 3.500.000 heures de grève qui ont été enregistrées dans le département. De grandes manifestations de rue se sont également déroulées à Denain, Dunkerque, Hazebrouck, Lille, Roubaix, Valenciennes, Douai, Maubeuge, Cambrai, etc.

Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes et d'étudiants ont participé à ces actions contre le pouvoir personnel. Dans la bataille se sont créés plusieurs dizaines de comités de défense de la République et à l'échelon départemental existe un comité qui a appelé déjà la population à dire « non » à toute Constitution qui violerait la souveraineté nationale et conduirait au pouvoir personnel.

Hector Viron note l'importante participation des jeunes et des femmes à cette lutte.

C'est donc dans des conditions favorables que les communistes peuvent aborder la bataille du référendum. Un gros effort de propagande est entrepris pour démasquer le rôle de de Gaulle, montrer sa liaison notamment dans le Nord avec les représentants des trusts. Il est significatif qu'à Lille, le 18 juin, seuls ont pavisé les réactionnaires les plus avérés, les banques, les grands magasins.

Il convient également d'organiser la riposte immédiate à toute action des factieux. A l'usine Fives-Lille, 3.000 ouvriers ont débrayé, après l'attentat de Saint-Chamond, malgré l'opposition de F.O. Il convient de développer un large réseau de comités de dé-

fense de la République. A chaque cellule son comité, tel est le mot d'ordre lancé par la fédération. Jusqu'à présent les groupes factieux se sont tenus prudents et l'attitude du fasciste Delbecq, du comité d'Alger, a été condamnée au conseil municipal de Tourcoing par les élus communistes et socialistes. Mais ils essaient de s'organiser sous l'appellation de « comités pour le soutien de l'action de de Gaulle ». A la tête de ces comités, on retrouve les représentants du gros patronat du textile, les Motte-Prouvost, ainsi que les anciens R.P.F. Les comités de défense sont prêts à riposter à toute tentative de leur part.

Dans cette lutte, le front unique, constate Hector Viron, a connu un grand développement. De nombreux socialistes participent aux comités de base. En accord avec eux, de nombreuses manifestations populaires ont pu être organisées lors du 14 juillet, notamment à Denain, Somain, Raismes, Bruay, etc. Ailleurs, de nombreux contacts existent. Ces changements sont d'une grande importance, étant donné le rôle de la fédération socialiste du Nord au sein de la S.F.I.O. Au sein de cette fédération, s'il existe une minorité pro-gaulliste autour de Thomas, le nombre des socialistes antigauillistes se renforce.

Récemment, une motion de félicitations à Guy Mollet et à Thomas a été repoussée à Lille.

Le développement de l'action unie, la lutte contre les méfaits de l'anticommunisme, conclut Hector Viron, doivent amener de nouveaux changements et les communistes s'y emploieront. (Longs applaudissements.)

C'est Michel Vandiel qui termine ce jeudi soir la discussion.

Marcel HAMON (Côtes-du-Nord)

Après la Haute-Garonne, les Côtes-du-Nord, l'expérience montre par les faits mêmes qu'apporte Marcel Hamon, la fragilité des comités formés avec des personnalités, même si elles représentent des organisations.

« Actuellement la Fédération fait des efforts pour aider à la création de ces comités entièrement entre les mains des républicains et sous leur contrôle collectif.

J.-P. VIGIER (Paris)

« Le courant républicain, le courant hostile à la dictature, est aujourd'hui majoritaire dans l'Université.

C'est là une différence fondamentale avec la période 1934-36, pendant laquelle les intellectuels de gauche étaient minoritaires et sur des positions défensives devant la menace fasciste... »

Il existe plus de quarante comités étudiants coiffés par un cartel d'organisations, le comité national antifasciste qui groupe toutes les grandes organisations républicaines d'étudiants... »

Aujourd'hui, il existe plus d'une centaine de comités universitaires coiffés par un comité national universitaire constitué dans la semaine qui a suivi le 13 mai. C'est là le mouvement le plus large et le plus solidement organisé qu'on ait connu dans l'Université... »

Pendant le mois de juin, la préparation du colloque universitaire du 5 juillet a été au centre de la vie de ces comités. Deux textes sont sortis de ce colloque.

« Le premier porte sur le référendum lui-même. Sans appeler encore directement à voter « NON », il comporte une condamnation sans réserve du référendum et des conditions dans lesquelles il a été préparé... »

« Le deuxième énonce un certain nombre de principes sur la souveraineté populaire, sur les libertés individuelles et publiques et sur les perspectives d'avenir... »

Sur la base de cette expérience, il me paraît nécessaire de présenter ici la discussion qui a précédé les réalisations dont je viens de parler... »

Il faut bien voir que de nombreux problèmes politiques restent posés objectivement... »

gande, nous avons répondu comme le faisait le camarade Khrouchtchev dans une interview : « On dit aujourd'hui en Occident que la collaboration entre communistes et les autres partis, notamment les socialistes, ne présente qu'un caractère temporaire, et que, après la prise du pouvoir, les communistes avaient les socialistes. Les dirigeants de droite des partis socialistes se servent de ces mensonges pour détourner la base de leur parti de l'unité d'action avec les communistes. En fait, les communistes estiment non seulement possible mais nécessaire la collaboration avec les partis non-communistes auprès la prise du pouvoir. »

« Depuis les immenses progrès du camp socialiste, les communistes ont énoncé la thèse nouvelle qu'il est devenu possible d'utiliser le régime parlementaire en tant que force d'organisation du pouvoir en le combinant aux organismes de direction économique et de planification et à un large développement des diverses organisations économiques des travailleurs. »

« Cette position tient compte, évidemment, des changements intervenus dans le monde, changements que reflète et analyse le XX^e Congrès. La Pravda n'indique-t-elle pas elle-même que « ces possibilités nouvelles n'existaient pas dans les conditions concrètes de la lutte de classe en URSS qui construisait seule le socialisme avec l'encerclement capitaliste... »

« Pour toutes ces raisons de principe, nous avons dit aux universitaires que, compte tenu des traditions démocratiques qui sont propres à notre pays, nous, communistes, considérons que la renaissance démocratique et nationale ne pouvait être menée à bien par un seul parti, fut-il le nôtre et que l'alliance contre le pouvoir personnel que nous proposons n'était en rien une manœuvre électorale... »

« Je crois qu'on peut le résumer de la manière suivante qui reproduit presque textuellement une intervention faite au colloque du 5 juillet par un sa-

mouvement ouvrier français. Il est risible et dérisoire de croire qu'un parti héritier des Jacobins, des Communistes, justement et légitimement fier du sang des martyrs tombés sous l'occupation pour les libertés, puisse jamais se tourner contre elles. Comme l'a dit Lénine, le socialisme, c'est l'épa-

nouissement et non la restriction des libertés... »

« Telles sont les bases sur lesquelles nous avons pu pousser sans timidité la discussion avec nos alliés, pour réussir à consolider le front uni dans l'Université. » — (Longs applaudissements.)

François GOLESI (Var)

François GOLESI insiste alors sur le caractère très spécial qu'ont pris les manifestations organisées à Toulon à l'occasion de la venue de de Gaulle. 20.000 policiers et soldats avaient été mobilisés ! Le préfet maritime s'est efforcé d'associer le syndicat F.O. de l'arsenal à la manifestation gaulliste. Mais le secrétaire de F.O. a refusé. Malgré toutes les pressions de l'administration, les efforts en vue d'entraîner les ouvriers de l'arsenal, le fiasco a été total et la tentative de de Gaulle lui-même de s'adresser aux ouvriers des arsenaux a échoué lamentablement : 350 ouvriers sur 12.000 ont participé à la manifestation officielle prévue !

Le peuple de Toulon est resté dans sa majorité, du côté de la République. Il l'a montré lors du rassemblement qui a eu lieu

le matin même à 11 heures, place de la Liberté, à l'appel de notre Parti, de la section socialiste, des comités de défense de la République et de diverses organisations démocratiques. Ce rassemblement a groupé des milliers de personnes.

Dans ce nombreuses autres localités, la célébration du 14 juillet a revêtu un caractère imposant, notamment à La Seyne. 50 comités de défense de la République existent dans le département et il y en a un nombre au moins égal en formation : l'un de ces comités élu par 1.000 personnes dans un village de 2.500 habitants en est à sa sixième manifestation de masse.

François Golezi insiste sur la nécessité de combattre énergiquement tout esprit d'attentisme dans la bataille du référendum. (Applaudissements.)

Jean LLANTÉ (Haute-Garonne)

Le rapport de Maurice Thorez a mis l'accent sur la nécessité de développer, dans l'action, le front unique et Jean Llanté va montrer que la Fédération de Haute-Garonne a déjà réalisé une bonne expérience dans cette voie.

C'est en partant des comités élus à la base dans les quartiers, les entreprises qu'a été préparé le mouvement pour l'organisation des manifestations du 14 juillet. Ce sont eux qui ont envoyé des délégations leur réclamer l'orga-

La réaction énergique des travailleurs, des républicains, a été très bien accueillie par la population.

La Fédération a décidé de s'adresser plus particulièrement aux soldats, y compris aux paras qu'on ne peut pas tous confondre avec les équipes de choc fascistes. Jean Llanté souligne encore que le succès des manifestations antifascistes du 14 juillet a contribué à faire progresser encore l'esprit d'union chez les radicaux, chez les socialistes du département.

de l'Unité...
 Première question :
 Vous, communistes, êtes le Parti le plus puissant des forces qui s'opposent à de Gaulle. Vous exercez une influence déterminante dans la classe ouvrière. Vous êtes les plus disciplinés et les mieux organisés. Dans ces conditions, si demain se constituait la grande coalition républicaine à laquelle nous travaillons ensemble et si cette coalition est victorieuse au référendum, alors vous serez l'élément moteur de la majorité de demain. Vous serez en mesure d'imposer votre volonté à vos alliés d'hier, et nous craignons d'être entraînés, à ce moment-là, dans un chemin où nous ne voulons pas aller, celui du parti unique et de la démocratie populaire...
 Nous n'avons réellement avancé qu'à partir du moment où nous avons abordé la question de fond sur la base des principes...
 Pour des raisons de principe, qui tiennent à l'évolution du mouvement ouvrier et aux conditions nationales de notre pays, il est faux, avons-nous soutenu, que notre Parti puisse se retourner contre ses alliés et s'orienter vers un régime de parti unique. Cette idée avait d'ailleurs été exprimée dès le Congrès de Villeurbanne par notre secrétaire général, M. Thorez expliquant alors :
 Le Front populaire n'est pas pour les communistes une tactique occasionnelle, encore moins un calcul électoral. C'est un élément de leur politique fondamentale, une application des principes de Marx et de Lénine sur l'alliance nécessaire jusqu'au bout de la classe ouvrière et des classes moyennes, non seulement pour vaincre le fascisme, mais pour mettre un terme à l'exploitation du capital...
 Nous avons concrètement vérifié le relentissement de cette thèse fondamentaliste. En la développant, nous avons coupé les ailes à la propagande de l'ennemi, qui cherchait à dénaturer nos intentions. A cette propa-

neur. Pour nous, il s'agit à la fois de faire face ensemble au danger commun et de préparer ensemble par là-même un avenir conforme aux aspirations de notre peuple...
 La deuxième question posée concerne le problème des libertés individuelles...
 Aux inquiétudes de nos alliés, alimentées par la campagne sur l'exécution de Nagy, nous avons répondu. Premièrement : que c'est en lui-même que le système socialiste avait trouvé les ressources nécessaires pour corriger les erreurs et les crimes commis, et que le nouveau code soviétique était tout entier imprégné de la volonté d'assurer le maximum de droits et de protection aux citoyens. C'est là une conséquence essentielle du XX^e Congrès.
 Deuxièmement qu'en ce qui nous concerne, nous, communistes, nous étions prêts à discuter des principes que nous défendons ensemble sur ce terrain. Du reste, notre principale préoccupation devrait être de balayer devant notre porte, et de mettre un terme, en Algérie, aux pratiques des valets du général-bourreau que le gouvernement vient de nommer préfet d'Alger. Troisièmement et surtout, qu'il fallait être bien ignorant de l'histoire de notre pays et de sa classe ouvrière pour ne pas comprendre que les libertés auxquelles les intellectuels et tant d'autres citoyens sont légitimement attachés sont, avant tout, le résultat de la lutte commune des ouvriers et des éléments avancés de la bourgeoisie.

Depuis 150 ans, les batailles pour les libertés républicaines font rage dans notre pays, marquées d'innombrables sacrifices. Quatre-Vingt-Treize, les Trois Glorieuses, 1848, on vu ouvriers, paysans et intellectuels verser leur sang en commun pour défendre la liberté. Rien n'effacera cela. C'est là une des plus glorieuses traditions de notre peuple, une des caractéristiques nationales les plus importantes du

La voix qui s'élevait à la tribune de Montreuil, c'était d'abord celle de la classe ouvrière. Mais c'était aussi celle des paysans de notre pays et des intellectuels, parmi les plus grands.

Ils sauront faire tout leur devoir...

(Suite de la page 1.)

La voix qui s'élevait à la tribune de Montreuil, c'était d'abord celle de la classe ouvrière. Mais c'était aussi celle des paysans de notre pays et des intellectuels, parmi les plus grands.

Au moment où certains s'efforcent de perpétuer la division des forces démocratiques, qui a été la meilleure arme du gaullisme, le Parti Communiste a réaffirmé solennellement sa volonté de tout mettre en œuvre pour aboutir au front unique de la classe ouvrière et au rassemblement des républicains.

Mais le front unique c'est l'organisation de l'action effective dans l'usine, dans le quartier, dans le village. Dans l'immédiat, il appartient aux communistes de jeter tou-

tes leurs forces dans la bataille pour dire NON au référendum et à la dictature.

COMME le soulignait Maurice Thorez au terme de son rapport : « Chaque membre de notre Parti travaillera de tout son cœur, de toutes ses forces à l'unité d'action la plus complète des socialistes et des communistes, au rassemblement de tous les démocrates, ce qui serait l'annonce infaillible de la défaite des factieux.

« Un parti qui tient une telle place dans le cœur du peuple, un parti qui est la chair de la chair de la classe ouvrière, qui est l'interprète reconnu de la nation, saura faire tout son devoir. »

R. A.

Jean Llante rappelle alors quels furent les incidents qui ont marqué le 14 juillet à Toulouse. La présence de 2.000 « paras » au défilé militaire avec le général factieux Miquel qui, dès le début du complot, avait affirmé sa complicité en faveur de de Gaulle. Avec ce déploiement de « paras », les factieux espéraient intimider la population et empêcher le rassemblement prévu. Mais les républicains ne se sont pas laissés impressionner. La manifestation républicaine, a eu lieu. Maire socialiste et adjoints socialistes en tête, avec les élus communistes et F.O. ils ont défilé. Ils ont fleuri la stèle de Jaurès. Les « paras » en ont été pour leurs provocations.

Dans la soirée, ils ont tenté d'attaquer la Bourse du Travail. Mais les travailleurs ont riposté avec énergie. Plusieurs « paras » furent sérieusement blessés.

« Nous pensons qu'il valait mieux les recevoir ainsi, souligne Jean Llante, vivement applaudi, que de faire un communiqué sur la riposte. »

Le lendemain, les « paras » ont essayé à nouveau de semer le trouble devant la Fédération communiste et le journal La Dépêche. Ils ont été dispersés. D'ailleurs, sur 2.000 « paras » présents, 200 seulement avaient répondu à l'appel des officiers factieux et là-dessus 50 étaient prêts à toutes les besognes.



Le stand du C.D.L.P. connaît l'affluence. Les « colis propagande » repartiront ce soir nombreux dans les fédérations.

LU, VU, ENTENDU

LA voix de la raison, avec tous les accents de tous nos terroirs... Que d'idées, d'arguments, de faits, d'anecdotes, tirés d'une intervention ou d'une conversation, auraient leur place ici...

S'il était répondu « oui » au référendum, le fils très respectueusement fidèle de Sa Sainteté ne se contenterait pas d'accorder aux salariés une augmentation en monnaie du pape : il imposerait à la France encore laïque le régime que connaît l'Alsace où l'Eglise, disait Alphonse Bosz, jouit de singulières prérogatives. Qu'elle doit... au Concordat signé par Napoléon 1^{er}. Comme quoi une dictature en imite toujours une autre.

COMMENT appeler le désir absurde du président-général, quand les Etats-Unis commentent pis qu'un crime : une faute, de suivre leurs traces à tout prix ? Une sottise ? Non : une récidive. C'est de Gaulle qui, en 1942, fit emprisonner le président de la République libanaise et bombarder Damas. Cette répétition générale (c'est le cas de le dire) de la glorieuse expédition de Suez causa — Léon Feix le rappelait — la perte d'une grande partie de l'influence française dans ces pays.

Deux fois la même bêtise, c'est beaucoup, même pour un homme providentiel.

LEON FEIX souligne que les libertés et l'indépendance du Liban n'étaient menacés que par le peuple... libanais. Les peu-

ples, voilà l'ennemi. Mais, en somme, par qui les libertés et l'indépendance de l'Algérie sont-elles menacées ? Par son peuple. Et il en va de même en France. Malraux vous le démontrerait en deux phrases, avec un petit crachat, en passant, sur la Convention nationale.

WALDECK ROCHET expose la résistance des petits paysans aux gros agrariens. Les premiers sont républicains, les seconds ne le sont pas : comme cela se trouve ! Le Parlement a défendu les intérêts des premiers et les pleins pouvoirs leur ont été donnés. Quand aux votes des députés gaullistes contraires aux intérêts des petits paysans, leur liste suffirait à occuper toute la place réservée à cet article.

« Aux petits qui n'ont pas peur des gros », belle enseigne pour ceux qui diront non au référendum.

UN ami de « L'Humanité d'Alsace-Lorraine » me raconte que Muller, maire socialiste de Mulhouse, est allé à Fribourg-en-Brisgau défendre de Gaulle et Mollet devant un auditoire socialiste. Les ouvriers allemands l'ont sévèrement houspillé. Il paraît que les socialistes de Fribourg vont demander à un socialiste autrichien de leur parler, plus raisonnablement, de la situation en France. Pas parce qu'il est autrichien. Parce qu'il est socialiste.

MICHELLE MORONI n'est pas une oratrice, en ce sens qu'il y a bien autre chose que du vent dans ses phrases toutes simples. C'est une des 6.000 « bonnes femmes » — comme disent avec mépris certains chefs de service du Centre de Chèques Postaux. On la devine un peu émue. Elle parle de la migration massive des jeunes provinciales. Elle cite des chiffres : l'accroissement des cadences, celle des maladies mentales : 8,88 %. Elle dit, avec une reconnaissance touchante : « L'Humanité » a publié la statistique... « L'Humanité » a fait connaître les faits... »

Bien sûr, s'il fallait compter sur la presse du général... Elle a des formules qui touchent : « Autant de jeunes filles, autant de cas difficiles ou poignants » : 35.000 francs par mois, le loyer de la chambre meublée qui prend le tiers du salaire, les fins de mois à sandwiches, le cinéma interdit. Elle parle de celle qui partage la chambre de la vieille dame qui lui loue un lit. De celle qui, faute de crèche, de grand-mère et de gardienne, attache sa petite fille sur une chaise : une voisine vient jeter un coup d'œil de temps à autre.

Qui donc parlait de la dignité de la personne humaine ? M. Buron, peut-être.

Elle dit le combat des communistes, la répression policière, les interrogatoires, les manœuvres de division, le Parti qui grandit, qui

double ses effectifs. Elle parle de « René » qui refusa de faire la guerre en Algérie, de la solidarité, des 1.500 signatures recueillies. Elle dit les luttes et les succès, l'estime de tous. Elle raconte comment les chefs de service qui formèrent un comité de salut public furent montrés du doigt : « Fascistes ! Fascistes ! » et nièrent, honteux.

« Nous avons expliqué, dit-elle, que ce sont les mêmes qui exigent que notre productivité augmente et qui défendent le général de coup d'Etat ».

Elle est allée tout naturellement à la vérité essentielle. Elle retourne à sa place, pendant qu'on l'applaudit longuement, et son voisin prend affectueusement par l'épaule la petite employée des Postes : Jean-Pierre Vigier, maître de recherches au Centre national de la Recherche scientifique.

Ça, c'est le Parti.

LA voix de la raison, celle de l'Université de Paris et des usines de Marseille, de la campagne bourguignonne et des ateliers lyonnais, des marins et des professeurs.

Comme disait un chansonnier de 1913, juste aussi royaliste que le capitaine de Gaulle : « T'es ben trop petit, mon ami, t'es ben trop petit, dame, oui ».

André WURMSER.

Dans ce département agricole, les comités de défense nés du mois de mai ont joué un grand rôle dans la mesure où les masses ont appuyé leur action. Depuis, ils sont dans l'ensemble inactifs. Dans certains cas, ils peuvent même servir à véhiculer l'attentisme. Quelques-uns sont allés jusqu'à émettre la prétention d'imposer à notre parti la suspension de ses activités propres.

« Il n'est possible de compter sérieusement que sur les comités

Michel VANDEL (Seine-et-Oise)

L'UNITE, les comités de défense de la République, tel sera le thème essentiel traité par Michel Vandiel après qu'il eût apporté l'accord de la délégation avec le rapport présenté par Maurice Thorez. Le 14 juillet a revêtu en Seine-et-Oise une grande ampleur : 10.000 républicains se sont groupés à Argenteuil, des milliers à Bezons, Achères, Ville-neuve-Saint-Georges, Corbeil, Goussainville. Cependant on ne peut affirmer que pour tous les travailleurs les choses restent claires concernant de Gaulle. Il y a beaucoup à expliquer même si les illusions commencent à s'atténuer.

Il est donc nécessaire que le Parti manifeste une très grande activité pour faire évoluer l'opinion dans un sens favorable.

Durant la période du 13 mai au 1^{er} juin, des pas importants avaient été faits pour l'unité en Seine-et-Oise.

L'action commune avait été réalisée avec près de 30 sections socialistes, avec de nombreux

élus. Un certain nombre de militants socialistes continuent à travailler dans les comités de défense mais ils se heurtent à des difficultés, des pressions très fortes. La Fédération socialiste vient d'éditer pour la première fois depuis le 13 mai un journal anti-communiste de bout en bout.

D'autres difficultés viennent de l'activité de certains comités, plutôt des cartels qui se refusent à prendre position sur le référendum et qui empêchent le développement de l'action.

Vandiel reprend alors les enseignements de la lutte pour l'unité que soulignait le matin le rapport de Maurice Thorez. Il montre que là où existent des comités de base élus ou approuvés, ils déploient une large activité.

« C'est donc là incontestablement la voie à suivre. » Mais, souligne-t-il, « la multiplication des comités repose sur l'activité des cellules, l'esprit d'initiative de chaque cellule, de chaque communiste ». (Applaudissements.)

Maurice PERCHE

HIER matin, la séance reprenait avec l'intervention de Maurice Perche : Dans la bataille pour le « non » au référendum-plebisците, les instituteurs ont un rôle particulier et très important à jouer. Les enseignants ont des raisons particulières de s'opposer au pouvoir personnel.

A l'expérience encore récente du régime de Pétain, s'ajoutent les menaces actuelles. Soustelle, aujourd'hui ministre, ne déclarait-il pas en 1951 : « Dans l'ensemble, nous considérons que la proposition Barangé-Barrachin marque un progrès certain dans le sens de nos idées. Nous conservons, bien entendu, notre entière liberté pour proposer dans la suite des mesures allant plus au fond du problème. Je tiens à attirer l'attention du Parlement et de l'opinion publique sur le fait que ce geste d'une grande portée aura été accompli en dehors du système des partis et même, on peut le dire, malgré eux. »

Maurice Perche évoque la situation catastrophique de l'Université, les milliers de classes nouvelles et de maîtres dont l'école a besoin. Les premières mesures prises par de Gaulle en témoignent déjà, il affirme : « Les instituteurs n'ont rien de bon à attendre du gouvernement de Gaulle.

« La raison, dit-il, est d'ailleurs assez simple. Si l'on manque 350 milliards pour réaliser le plan Le Gorgeu, s'il a manqué d'autres milliards pour assurer le recrutement normal des maîtres, c'est, entre autres raisons, parce que

les crédits étaient employés aux guerres colonialistes d'Indochine et d'Algérie. Le gouvernement de Gaulle ayant non seulement choisi la même voie, mais s'orientant vers une aggravation de cette politique, ne pourra à son tour que « sacrifier » un peu plus l'école. »

Notre camarade aborde alors la question du rôle qu'ont joué les instituteurs depuis le 13 mai et de celui qui doit être le leur pour défendre les institutions laïques et républicaines.

Un premier bilan peut dès maintenant être dressé : « Dans une quinzaine de départements, des assemblées générales du S.N.I. se sont prononcées catégoriquement pour le « non » au référendum... Dans d'autres, des motions ont été votées contre toute Constitution qui ne garantirait pas la laïcité de l'école et de l'Etat, et les libertés fondamentales... »

Certes, il y a encore beaucoup à faire et certaines prises de position tendent à entretenir la confusion et l'attentisme.

Mais les instituteurs communistes s'emploient à gagner la masse des enseignants à la bataille pour le « non ». Les mesures déjà prises par la direction du Parti et que Maurice Perche énumère, les y aideront.

« Les instituteurs de France, conclut-il, comme les professeurs de l'Université, ne seront jamais les servants du fascisme et se refuseront de former la jeunesse à son profit ». (Longs Appl.)

(Suite page 6)

LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE NATIONALE (suite et fin)

Notre camarade évoque alors la lutte des ouvriers du Doubs et celle de tous les républicains. Il cite en exemple l'activité du comité de défense de la République d'Audincourt où un comité régional de coordination s'est constitué avec des représentants de sept comités d'usines et de quartiers. Le 14 juillet, organisé dans cette localité en accord

avec le maire socialiste, fut un grand succès.

« Toutes les tentatives, poursuit-il, pour scinder le défilé, et elles furent nombreuses, échouèrent. Les sociétés de la ville, la municipalité, les comités de défense, derrière leurs banderoles et leurs chars, la population républicaine ont manifesté leur même amour de la République. »

Jacqueline CHONAVEL (Doubs)

La parole est maintenant à Jacqueline Chonavel qui examine quelques problèmes intéressants plus particulièrement les femmes qui, rappelle-t-elle, sont la moitié du corps électoral.

Elle souligne leur rôle pendant les événements de mai. Dans le département de la Seine, un million de tracts ont été diffusés par leur organisation : l'U.F.F. ; des dizaines de réunions de mères de soldats se sont tenues pour condamner le coup de force des factieux d'Alger, pour la défense de la République, pour la paix en Algérie.

Dans la même période, l'action des femmes s'est poursuivie contre la pénurie des pommes de terre, contre le manque de ravitaillement, contre la vie chère et pour l'augmentation des allocations familiales.

« Ces quelques exemples, déclare notre camarade, montrent toutes les possibilités que nous

avons pour entraîner massivement les femmes aux côtés de tous les républicains dans la lutte pour le « non » au référendum. Mais si leur action fut grande, remarque Jacqueline Chonavel, nous devons voir que le nombre de celles qui y ont participé est encore insuffisant par rapport aux centaines de milliers avec lesquelles il faut compter, vers lesquelles il faut aller d'ici le 5 octobre. Nous devons convaincre des centaines de milliers de femmes. »

Dans sa conclusion, aux applaudissements de la conférence, Jacqueline Chonavel affirme : « Il est nécessaire, dans le cadre des tâches qui nous sont fixées, de développer l'activité de l'U.F.F. pour la défense des revendications des femmes et de la République et le « non » au référendum. »

Serge Huber monte ensuite à la tribune.

Serge HUBER (Seine-Ouest)

Le succès des forces républicaines, le 5 octobre prochain, dépend pour beaucoup d'un effort considérable du Parti pour éclairer les travailleurs, les masses laborieuses, et sur cette base travailler avec acharnement à la constitution d'un réseau de comités de défense de la République, véritable émanation de la volonté populaire.

Au 1^{er} juin, la Fédération Seine-Ouest comptait 87 comités dont 47 dans les entreprises. Après le 14 juillet, il existe 126 comités dont 69 dans les entreprises. Dans 24 de ces comités, des socialistes et F.O. militent activement. Dans 9 comités, on trouve des militants radicaux et de la Ligue des Droits de l'Homme. Dans 11, des militants C.F.T.O. en général délégués du personnel. Ces comités prennent de plus en plus un caractère de masse. Les manifestations du 14 juillet en sont la preuve.

Cependant les comités de base sont encore insuffisamment développés dans les grandes entreprises comme Renault. Ce qui se dégage de cette bataille pour l'union des forces républicaines, c'est que les comités naissent dans l'action et se renforcent dans l'action et que les masses républicaines sont prêtes à agir et à s'organiser contre le pouvoir

personnel et le fascisme, pour le « non » au référendum. Cette ardente volonté républicaine s'est manifestée le 14 juillet par d'importants participés à ces manifestations.

portantes manifestations, 10.000 personnes à Saint-Ouen, 10.000 à Nanterre, des milliers à Colombes, à Puteaux, etc... Dans de nombreux cas, les élus socialistes Serge Huber insiste tout particulièrement sur le rôle joué par la jeunesse dans la lutte.

Il cite la tentative faite par les fascistes de « Jeune Nation » à Gennevilliers, 44 jeunes furent ainsi enrôlés par les fascistes dans trois bandes. Les communistes décidèrent de discuter avec ces jeunes. Les premiers contacts eurent pour résultat que 7 jeunes venaient discuter avec la section du Parti, le maire et le responsable des J.C. Après discussion, ils décidaient de rompre avec les factieux.

En conclusion, Serge Huber souligne que la condition pour jeter bas la dictature personnelle, barrer la route au fascisme, et emporter la victoire le 5 octobre, est d'éclairer les masses et de multiplier les comités de défense républicaine dans les usines et les quartiers. (La conférence applaudit longuement.)

C.G.T. a décidé de prendre toute sa place »...

Ses syndicats dénoncent les conséquences, pour la classe ouvrière, de l'instauration du pouvoir personnel.

Marcel Caille montre alors les menaces qui pèsent sur le droit de grève, la Sécurité sociale et sur tout ce que la classe ouvrière a conquis dans la lutte. Il explique comment de Gaulle entend refuser les revendications relatives aux allocations familiales et à la retraite des vieux. Il rappelle à cette occasion que « la C.G.T. prépare une importante conférence nationale pour la défense de la Sécurité sociale, des régimes particuliers, pour l'aboutissement du projet de remboursement à 80 % des soins médicaux, de la revendication d'augmentation de 20 % des allocations familiales et de la retraite des vieux travailleurs. »

Ces aspects de la politique antisociale de de Gaulle, pris parmi les autres, contribuent à faire tomber les illusions. « Sur la base des revendications,

Notre camarade souligne les progrès déjà réalisés dans le domaine de l'unité syndicale, les

luttés menées et les succès remportés pour la défense des revendications.

« Pour l'essentiel, affirme-t-il, de Gaulle subit un échec sur ses prétentions de prendre pied largement dans la classe ouvrière. »

Caille aborde enfin la question de la constitution des comités de défense de la République dans les entreprises. S'il souligne certaines faiblesses constatées dans ce domaine, il montre surtout qu'il est possible de progresser rapidement.

« Le problème essentiel, déclare-t-il, pour avancer dans la création des comités de défense de la République et régler les conditions de leur formation, est de s'adresser avec confiance aux travailleurs pour les aider à voir les dangers, et, en fonction de ceux-ci, les objectifs des comités, leur nécessité et leur efficacité. »

« Il importe d'envisager la formation de comités d'atelier, de service, d'équipe, afin que le réseau de comités plonge le plus profondément possible ses racines dans les masses et aide ainsi à les mettre en mouvement. » (Applaudissements.)

Fernand GRENIER

« Expliquer, expliquer encore, expliquer toujours, est un conseil que nous a souvent donné le secrétaire général de notre Parti. »

Fernand Grenier est maintenant à la tribune. Il va montrer avec force, éclat, la puissance considérable des moyens de propagande dont disposent de Gaulle et ses maîtres (presse, radio, télévision, actualités cinématographiques), la façon dont ils comptent s'en servir, illustrant par plusieurs exemples la démagogie gaulliste. Il nous fait y répondre, mais d'une façon simplifiée à l'extrême.

« La simplification poussée jusqu'à l'absurde consisterait à affirmer par exemple sans plus : « De Gaulle n'est pas le libérateur de la patrie. Nous n'aurions rien démontré... ni convaincu personne. Il nous faut donc — et dans quelques semaines nous en aurons l'occasion dans presque toutes les régions de France, à l'occasion de l'anniversaire des combats de la Libération — il nous faut démontrer que la Libération n'a pas été l'œuvre d'un homme, mais de tout un peuple... »

Il faut démasquer chaque

mensonge de la radio, de la propagande gaulliste, informer rapidement « l'Humanité », notre presse.

« J'ai parlé de la radio-télévi-

450 délégués
en majorité ouvriers
Age moyen : 34 ans et demi

Quatre cent cinquante délégués ont participé à la Conférence nationale de Montreuil. Cent quatre étaient délégués de droit, membres du Comité Central et de la commission de Contrôle financier. En outre, 89 députés, 11 sénateurs et 9 conseillers de l'Union française participaient également aux travaux.

Deux cent quarante et un délégués avaient été désignés dans son département.

Malgré leur coup de force, les factieux n'ont pu entraîner les masses. Ce qui grandit, au contraire, contre l'installation du fascisme en Corse, c'est la résistance de la population corse profondément attachée à la République et qui a de longues traditions de lutte pour la liberté.

Le discours de clôture de Jacques DUCLOS

A 18 heures, Jacques Duclos, longuement applaudi, gagne la tribune pour prononcer le discours de clôture. Voici le texte intégral de ce discours :

sion, poursuit Grenier. Ici encore, il me semble que nous devons être plus offensifs. Sur le plan parlementaire, où nous devons obliger la commission de l'Assemblée nationale à se réunir et à proposer par exemple que les partisans du « NON » au référendum aient les mêmes possibilités d'utilisation des ondes que les partisans du « OUI ». Et pourquoi les comités de défense de la République ne prendraient-ils pas position pure et simple sur une telle utilisation des ondes et des antennes ? »

« L'effort n° 1 devra évidemment, explique-t-il encore, porter

Paul CHASTELAIN (Htes-Pyrénées)

Les travailleurs des entreprises tarbaises ont mené une garde vigilante contre les fascistes. S'appuyant sur les paras cantonnés dans la région, sur des groupes de nerfs dirigés par un prétendu comité de salut public, groupes qui disposaient et disposent encore de dépôts d'armes, les factieux préparaient un nouveau coup de force. Les travailleurs étaient en alerte.

Par la suite, débrayages à l'Alstom, manifestations de rue se succédèrent. Surpris par l'ampleur de la riposte, la ferme résolution de la classe ouvrière, les factieux se cachèrent. Et le préfet devait décider la dissolution du comité de salut public.

« Les possibilités des factieux ont été affaiblies par le travail des communistes en direction des soldats... souligne Chastelain. Nous avons multiplié les contacts avec eux. Nous avons diffusé massivement l'appel aux soldats en même temps qu'un tract signé de tous les dirigeants des syndicats des usines tarbaises. Ce tract posait aux soldats les problèmes sur les bases de classe, disaient notre confiance en eux et les appelaient à se placer à nos côtés. Il eut un profond retentissement. » (La conférence applaudit.)

Albert STEFANINI (Corse)

ALBERT STEFANINI rappelle le coup de force factieux dans son département.

Malgré leur coup de force, les factieux n'ont pu entraîner les masses. Ce qui grandit, au contraire, contre l'installation du fascisme en Corse, c'est la résistance de la population corse profondément attachée à la République et qui a de longues traditions de lutte pour la liberté.

sur la diffusion de notre presse, mais, quel que soit cet effort, il demeurera des millions de foyers qui devront être touchés autrement, c'est-à-dire par les tracts et les brochures populaires et dans les usines par nos journaux de cellule. »

Fernand Grenier souligne alors avec passion l'ampleur de la tâche qui se pose aux communistes pour que partout, même là où nous n'avons aucune organisation du Parti, le matériel communiste soit diffusé.

Les applaudissements de la Conférence semblent apporter leur approbation.)

Nous appelons dans chaque meeting les républicains à fraterniser avec eux.

Dans ces conditions, les factieux n'ont pu les entraîner. Au meeting du 14 juillet, une adresse aux soldats a été adoptée et immédiatement diffusée parmi eux.

Des cadres de l'armée ont tenté une fois encore de les entraîner dans une action contre notre siège. Les soldats refusèrent. On en vit même intervenir contre les policiers qui tentaient de se saisir d'un de nos camarades qui diffusait des tracts.

Et Chastelain termine en montrant les efforts qu'il faut poursuivre en ce domaine.

« Dans les casernes, la campagne pour le « oui » à de Gaulle est depuis longtemps commencée... une démagogie outrancière y est développée. On dit par exemple « si les comités de salut public étaient partout organisés, vous ne feriez que 17 mois. »

Il faut être très attentif à l'état d'esprit des soldats. Un profond mécontentement existe parmi eux. Mais l'orienter est nécessaire. Il nous faut en particulier faire plus pour soutenir la revendication des 18 mois. »

ciers se lancent à l'assaut de la mairie, les républicains, socialistes et communistes fraternellement unis, se battent dans les rues pendant près de cinq heures et manifestent dans la ville. Le 27 mai, les travailleurs de Bastia, dockers, ouvriers du bâtiment font grève à l'appel de la C.G.T. Le 28, les ouvriers de l'É.D.F. arrêtent le travail à Ajaccio. Le 30, les enseignants font également grève à Bastia, Ajaccio, Corte, Sartène dans la proportion de 80 %.

Le fasciste Thomazo essaie alors d'organiser une manifestation « à l'algérienne » dans Bastia, en ramenant dans la ville des commandos. Mais la riposte des républicains est immédiate : les 62 voitures du cortège de Thomazo sont détériorées et le colonel fasciste met plus de trois heures pour se rendre de l'aérodrome au centre de la ville. Le 19 juin, après l'attente fasciste contre le siège du Parti, la grève est générale sur tous les chan-

tières, et dans toutes les entreprises de la ville. Le 22 juin, 2.000 patriotes se rassemblent et demandent la fin de l'état d'exception en Corse.

A Sartène, communistes et socialistes font front au coup de force en empêchant la prise de la municipalité. Dans les villages les organismes élus sont demeurés en place et les maires communistes ont courageusement défendu leur mairie. Aucune mairie communiste n'a changé de mains. Le 14 juillet, les républicains ont célébré avec ferveur la fête de la République notamment à Ajaccio, à Bastia, à Porto-Vecchio.

Albert Stefanini souligne que le coup de force fasciste a aggravé la détresse matérielle de l'île. La lutte contre les fascistes s'organise et se développe, dans l'unité des communistes et socialistes. De nombreux comités de défense de la République se forment pour lutter contre les comités fascistes dits de « salut public ».

Louis DUPONT (Meurthe-et-Moselle)

ET voici le dernier orateur. Louis Dupont souligne que

« malgré la campagne de presse orchestrée par le patronat et les diviseurs, la classe ouvrière vote pour la C.G.T. lui fait confiance ». Il cite maints exemples et enchaîne : « Pourtant la grande bourgeoisie, les hommes du Comité des forges ont un effort considérable pour tromper les travailleurs. A Lorraine-Escout, dès que notre Parti eut édité son premier journal d'usine, imprimé sur quatre pages, le patronat sortit le sien — avec seize pages — en couleurs. Mais malgré les quotidiens réactionnaires, la radio, la presse patronale d'usine, la classe ouvrière se rend compte du contenu de classe du gouvernement de Gaulle, gouvernement de banquiers. »

Il note ensuite que rien n'est jamais acquis une fois pour toutes, que la propagande va se déchainer durant ces mois d'été. « Notre intervention politique, dit-il, est indispensable pour mettre en évidence les contradictions entre les affirmations gaullistes et la vérité. »

Louis Dupont fait remarquer que depuis des années, en Meurthe-et-Moselle, « nous avons déjà mené la lutte politique sur le terrain de classe. Nous continuerons plus intensément pour dénoncer la démagogie de de Gaulle. »

« Quand les de Wendel, Labbé, les patrons disent qu'il faut voter oui au référendum, c'est en

définitive, la raison pour les ouvriers de voter non. »

« Le Comité des forges n'attend pas, lui, comme certains, pour se prononcer de connaître le projet constitutionnel dans les détails. »

Dans l'Est de la France, précise-t-il, toute la campagne gaulliste est surtout axée sur le thème de la « grandeur nationale. »

« Nous devons et nous devons demain faire un effort particulier pour arracher le masque patriotique de de Gaulle et montrer le visage de sa politique antinationale. » (Vifs applaudissements.)

Maintenant Roger Garaudy monte à la tribune pour présenter le projet de manifeste.

Un message du Bureau Politique du Parti Communiste Marocain

Au cours de la séance d'hier après-midi, Benoit Frachen, qui présidait, a donné lecture du texte d'un télégramme du Bureau Politique du Parti Communiste du Maroc saluant la Conférence et exprimant « son entière solidarité avec le Parti Communiste Français dans sa bataille à la tête des forces démocratiques contre le fascisme ». »

Camarades,

Notre action est suivie par les travailleurs et démocra-

Et ce qui, en plus de cela, est extrêmement réconfortant, c'est l'hostilité des milieux intellectuels, des enseignants à la dictature personnelle et militaire du général-président dont

Paul ROCHAS (Isère)

ON a beaucoup parlé des progrès de l'unité dans l'Isère. Rochas explique alors comment elle a pu se réaliser.

Le 27 mai, plus de 50.000 travailleurs débrayèrent. Le 29 mai, 10.000 républicains assistaient à un meeting. A l'échelle départementale, la C.F.T.C., le Syndicat des instituteurs et de nombreuses organisations ont participé au comité de défense républicaine.

Pour la première fois à une telle échelle, l'action a été organisée avec des sections socialistes qui participent aux comités républicains dans les cantons de Roussillon, Beaurepaire, Pont-de-Beauvoisin, Saint-Marcellin, dans les villes de Bourgoin et La Tour-du-Pin.

(Rochas signale, d'ailleurs, la faiblesse actuelle du comité qui est un cartel d'organisation, malgré la participation de nombreux comités de base.)

Au cours des événements de mai, la Fédération socialiste a repoussé les propositions d'action commune. Elle a été à l'initiative de la création d'un deuxième comité de défense républicaine d'où notre Parti et la C.G.T. étaient écartés.

Au cours de cette période, les problèmes de l'unité ont avancé dans des proportions très importantes. Mais il y a toujours des réticences, voire l'exclusive dirigée contre notre Parti.

C'est dans cette situation que s'est présentée la préparation du 14 juillet. « Depuis plusieurs semaines, nous avions fait des propositions aux socialistes pour l'organiser en commun. Le Parti socialiste, tout en se déclarant d'accord, repoussa notre proposition d'appel commun. Nous avons fait effort pour surmonter ces difficultés. Finalement, c'est la Ligue des Droits de l'Homme qui lança l'appel.

« Notre Parti et le Parti socialiste appelaient chacun de son côté à participer à ce 14 juillet. Avec la C.G.T., la C.F.T.C., Force Ouvrière, les syndicats d'enseignants, les organisations laïques, d'innombrables organisations et comités de défense se joignaient à cet appel.

Marcel CAILLE

MARCEL CAILLE examine alors quelle a été l'activité du mouvement syndical dans cette période.

Il donne les raisons qu'ont les travailleurs de s'opposer à l'instauration d'une dictature personnelle et rappelle la décision de la commission administrative de la C.G.T. consistant à refuser de se rendre à la convocation de de Gaulle en juin dernier. « Son attitude, à l'époque, dit-il, consistait à ne pas donner la caution de la C.G.T. à de Gaulle venu illégalement au pouvoir. De Gaulle, à ce moment-là, faisait tous ses efforts pour essayer d'unir les forces réactionnaires face aux défenseurs de la République. Et devant le puissant mouvement de masse qui s'opposait à son entreprise factieuse, il avait absolument besoin de ten-

« Mais l'on va voir que la réalisation de l'unité est une chose difficile, qu'il faut la préserver comme la prunelle de ses yeux face aux manœuvres de nos ennemis. En effet, cet appel à un 14 juillet républicain recueillit l'adhésion d'organisations que nous n'avions pas prévues... »

« Le clou de ces appels était sans conteste celui de l'U.S.R.A.F. (qui organisa avec Soustelle, Duchet, le coup de force d'Alger). On comprendra que nous ayons considéré comme inacceptable une telle compagnie dans un défilé républicain ! Aussi, prenant contact avec la Fédération socialiste, nous les informions dès le matin de notre décision d'organiser une conduite de Grenoble qui resterait mémorable, si ces factieux avaient le toupet d'essayer de défilier avec nous.

« Une réunion des premières organisations ayant lancé l'appel se tenait le samedi soir, c'est donc cette position que nous avons défendue et fait triompher auprès notamment des socialistes, de la Ligue des Droits de l'Homme, des syndicats d'enseignants... »

Un communiqué fut mis au point qui précisait un certain nombre de principes, bases de la démocratie auxquelles les organisations entendaient rester fidèles.

« Ainsi, les choses furent nettes et claires. Les quelques réactionnaires qui, malgré tout, s'étaient rendus au rassemblement, n'osèrent pas participer au défilé... En tête du cortège, derrière la gerbe, marchaient, au premier rang, les parlementaires communistes et socialistes, les secrétaires fédéraux et membres des bureaux fédéraux des deux partis, des maires, adjoints, conseillers municipaux socialistes et communistes. »

Dans d'autres villes, l'unité a aussi avancé. Mais des inégalités demeurent encore. La faiblesse la plus grande demeure dans les campagnes. Rochas signale alors la nécessité de constituer de nombreux comités de défense et trace, en conclusion de cette intervention particulièrement riche, quelques tâches importantes des communistes.

La salle applaudit et Marcel Caille monte à la tribune.

ter de tromper la classe ouvrière, d'endormir sa vigilance. Il avait besoin d'accréditer cette idée qu'il était au-dessus des classes et c'est pourquoi il avait besoin de cette conversation, comme il l'a dit, avec la C.G.T. »

Le refus de la direction de la C.G.T. contribua à réaliser auprès de la classe ouvrière le travail d'éclaircissement nécessaire. Caille souligne l'importance des décisions des fédérations C.G.T. des cheminots et de l'E.D.F. d'aller devant de Gaulle, mercredi dernier, afin de défendre les revendications.

Le refus de de Gaulle d'y faire droit va éclairer encore les travailleurs.

Il rappelle alors que « dans cette grande bataille engagée, et notamment dans la campagne pour le « non » à de Gaulle, la

NOUS voici arrivés au terme des travaux de cette Conférence nationale que va contribuer au développement de la lutte de notre Parti pour l'union et l'action de tous les républicains en vue du « NON » au référendum-plébiscite du 5 octobre, en vue du « NON » à la dictature personnelle et militaire qui ouvre la voie au fascisme.

La discussion a été le reflet des luttes qui se livrent dans le pays et elle a répondu aux préoccupations essentielles exprimées dans le rapport de notre secrétaire général, le camarade Maurice Thorez.

Ce rapport, en dégageant d'importants enseignements du développement de la situation politique en France depuis la Libération, a montré comment, par quel cheminement l'accession de de Gaulle au pouvoir s'est produite.

Des armes nouvelles ont été données aux militants de notre Parti pour mieux faire comprendre autour d'eux la nocivité de l'anticommunisme et pour souligner avec plus de force la nécessité de l'union et de l'action de toutes les forces ouvrières et républicaines pour faire échec à la dictature personnelle et militaire et barrer la route au fascisme.

Les tâches du moment ont été définies d'une façon simple, précise, et concrétisées :

1) Dans la riposte indispensable aux attentats fascistes contre la liberté, contre les militants et les organisations ouvrières et démocratiques.

2) Dans la bataille pour le « NON » au référendum-plébiscite du 5 octobre.

L'inaction en présence des attaques fascistes serait extrêmement dangereuse, elle enhardirait les éléments factieux, tant militaires que civils, et elle aurait pour conséquence de démoraliser les masses alors qu'il importe, au contraire, de leur faire prendre conscience de leur force et de l'efficacité de leur lutte.

Dans de telles conditions, l'activité de notre Parti est déterminante, et l'on peut dire que de toutes les interventions s'est dégagée une impression exaltante de combativité, de courage, d'esprit de responsabilité et de confiance dans l'issue de la bataille engagée.

Les fascistes trouvent à qui parler à Lyon où ils ont tenté en vain, au cours de la dernière période, de faire régner un climat de peur et même de terreur.

Les travailleurs et les républicains lyonnais auront sans aucun doute à faire face à de nouvelles attaques des factieux, particulièrement actifs dans leur ville, mais parce qu'ils ont lutté courageusement et montré qu'il est possible de tenir tête aux ennemis de la liberté, ils ont créé des conditions favorables à la participation au combat des masses ouvrières et démocratiques toujours plus importantes.

Les républicains de Toulouse en tenant tête aux « paras » ont dissipé le sentiment de crainte que ces éléments essayent de propager en application de leurs méthodes de guerre « psychologique ».

De plus, en ripostant avec la vigueur nécessaire aux attaques des « paras », ils ont déterminé parmi ces derniers une différenciation.

Il faut tenir compte d'un tel fait en vue de poursuivre parallèlement à une politique de riposte systématique à toutes les attaques, un climat d'explications politiques visant à isoler les factieux jusque dans les formations de « paras ».

Ces formations comptent aussi dans leurs rangs des fils d'ouvriers et de paysans qui, avec les partisans de la paix en Algérie, veulent le service militaire à dix-huit mois et dont la place est parmi les défenseurs des libertés républicaines.

Partout à travers la France, les communistes se battent, ils comprennent l'enjeu de la bataille qui se livre, ils savent que nos ennemis disposent de puissants moyens, mais la faiblesse des hommes de la dictature et du fascisme réside dans le fait qu'ils n'ont pas les masses avec eux.

Ce qui se dégage des travaux de cette conférence nationale, c'est que si l'accession de de Gaulle au pouvoir avait suscité certaines illusions, des changements sont en train de se produire.

Les illusions commencent à se dissiper dans les couches de la classe ouvrière qu'elles avaient influencées.

L'égoïsme de classe du chef du gouvernement, son refus de faire droit aux revendications légitimes des travailleurs contribuent à montrer le personnage tel qu'il est.

En outre, l'attitude adoptée par de Gaulle, représentant de la partie la plus réactionnaire et la plus colonialiste du grand capital, face aux revendications paysannes, fait réfléchir la masse des petits et moyens paysans.

Les ouvriers, les fonctionnaires, les petits et moyens paysans ne sont pas avec de Gaulle, ils sont déjà et ils seront de plus en plus hostiles à la dictature militaire qui se manifeste ouvertement en Algérie, en attendant de revêtir la même forme cynique en France, si les résultats du référendum le permettaient.

le projet de Constitution ressemble étrangement à celui que Pétain avait préparé alors qu'il exerçait sa dictature sur la France.

L'intervention du camarade Vigier a souligné la profondeur des courants antifascistes qui se développent parmi les intellectuels, lesquels, en dépit des bavardages de Malraux, disent « non » à Massu et à ses pareils, ainsi qu'à leur patron de Gaulle.

D'immenses possibilités s'offrent à nous dans la grande bataille que nous livrons pour mobiliser les masses contre la dictature, contre la menace du fascisme.

Dans son rapport qu'il faut étudier et dont nous devons nous inspirer dans notre activité, Maurice Thorez a



JACQUES DUCLOS prononce le discours de clôture : « Face aux hommes de la dictature et du fascisme, organisons la levée en masse des forces ouvrières et démocratiques. »

exalté l'activité courageuse des militants et des militantes du Parti Communiste, des membres de la Jeunesse Communiste, jeunes ouvriers, jeunes étudiants, jeunes filles. Il a souligné l'union de tous les communistes autour du Comité Central de notre Parti dans une fidélité inébranlable aux principes du marxisme-léninisme. (Applaudissements.)

Et quand le secrétaire général du Parti a déclaré que les communistes sauront faire leur devoir, il a pris en notre nom à tous un engagement que nous tiendrons. (Applaudissements.)

La bataille du « NON » au référendum-plébiscite va sans aucun doute, après cette conférence nationale, prendre un nouvel essor. C'est à cela que nous allons nous employer de toutes nos forces en utilisant au mieux les armes idéologiques et les expériences de luttes dont les travaux de cette conférence nous ont enrichis.

Le rapport du Comité Central a éclairé les problèmes relatifs à la constitution de comités de défense de la République.

Il a souligné avec force que pour pouvoir entraîner les masses dans la lutte antifasciste et plus particulièrement dans la bataille du « NON » il faut couvrir le pays d'un vaste réseau de Comités de base.

Et c'est dans la mesure où ces Comités seront élus par les masses, rendront compte de leur activité aux masses qui les ont élus qu'ils seront à même de faire à toutes les tentatives de division et pourront mobiliser les masses tant pour participer à la riposte indispensable aux attaques fascistes que pour mener la campagne du « NON ».

De tels Comités, dont le nombre doit être considérablement accru tant dans les entreprises que dans les quartiers des villes, les villages et les hameaux sont indispensables pour organiser la lutte indépendante des masses.

Nous irons de l'avant dans cette voie grâce aux enseignements de la conférence nationale.

coloniaux. Ils savent que nous sommes héritiers de glorieuses traditions et que notre grand Parti a déjà fait ses preuves dans des moments difficiles.

Ils savent que nous sommes le Parti qui lutte pour la fin de la guerre en ALGERIE, le Parti qui lutte pour le désarmement et pour la Paix, résolument opposé à toute aventure ce qui a déterminé notre demande de convocation de l'Assemblée Nationale en raison des événements du MOYEN-ORIENT.

Les forces ouvrières et démocratiques de FRANCE constatent à la lumière des événements que notre Parti constitue l'avant-garde clairvoyante et courageuse des masses républicaines; elles comprennent chaque jour un peu mieux que sans les communistes, il n'y a pas de victoire possible. (Applaudissements.)

Dans de telles conditions, notre politique de Front unique ne peut manquer de donner de meilleurs résultats à condition que nous soyons capables d'organiser l'action et de mener la bataille d'idées indispensable afin de contre-carrer les arguments des diviseurs, de dissiper les incompréhensions et de vaincre les hésitations qui peuvent se manifester.

Cela suppose une grande activité des cellules de notre Parti qui ont un rôle décisif à jouer dans la constitution de Comités de défense de la République, à l'activité desquels des travailleurs socialistes participent déjà et participeront toujours plus nombreux grâce à nos efforts unitaires.

Nous saurons mener à bien le travail d'unité indispensable mais nos efforts de propagande doivent être d'autant plus intenses que le gouvernement s'efforce d'organiser contre notre Parti une véritable conspiration du silence.

Le factieux SOUSTELLE est chargé de l'information et visiblement il exerce son contrôle sur la presse.

A l'exception d'un journal, en dehors de l'HUMANITE, la presse de ce matin ne dit pas un mot de la conférence nationale de notre Parti.

Les journaux s'alignent, ils suivent les directives du gouvernement de dictature personnelle et militaire.

La vérité fait peur aux ennemis de la République, ils essayent de la mettre sous le boisseau. Contre de tels plans, il faut réagir avec une extrême vigueur.

C'est pourquoi, camarades, notre bataille politique pour le « NON » au référendum-plébiscite ne saurait être dissociée des efforts à déployer pour accroître la diffusion de l'HUMANITE et de l'ensemble de notre presse.

C'est pourquoi, nous devons nous employer à diffuser nos brochures et nos tracts, nous devons aller aux masses, discuter avec elles en faisant le porte-à-porte, le ferme-à-ferme, afin d'opposer nos arguments aux mensonges et aux sophismes du gouvernement, afin de montrer que les étrangers de la République veulent imposer le silence parce qu'ils ont peur de la vérité.

Certes nos moyens matériels sont infiniment moins importants que ceux des tenants de la dictature et du fascisme, mais nous sommes nombreux et des millions de Français et de Françaises sont prêts à lutter avec nous.

Au surplus, nous avons conscience de lutter pour une juste cause, et nous avons pour nous l'enthousiasme, le courage et la confiance dans l'issue du combat que nous livrons.

Au travail donc camarades, pour livrer la bataille du « NON ».

Livrons cette bataille avec la volonté d'obtenir des résultats qui mettront en échec les plans de de Gaulle tendant à se procurer une majorité de « OUI » escroqués aux peuples coloniaux à qui il refuse le droit de fixer leur propre destinée.

Il ne sera au pouvoir de personne d'aller contre la volonté du peuple de FRANCE que nous devons contribuer à faire s'exprimer clairement et massivement.

Face aux hommes de la dictature et du fascisme, organisons la levée en masse des forces ouvrières et démocratiques afin que le 5 octobre prochain, la FRANCE réponde « NON » au général-président.

Aux heures sombres de l'occupation hitlérienne notre parti luttant avec tous les patriotes fut un des facteurs décisifs de la Libération de la Patrie dont nous allons bientôt célébrer l'anniversaire avec un éclat particulier.

Aujourd'hui comme hier, notre Parti porte en lui de grandes espérances.

Pleinement conscients des lourdes responsabilités qui pèsent sur nos épaules, nous saurons à la pointe du combat des masses ouvrières et démocratiques, remporter la victoire de la Liberté, nous saurons ouvrir la voie à la renaissance de la République, nous saurons assurer la grandeur de la FRANCE dans la paix et l'amitié entre les peuples. (Applaudissements prolongés. Tous les délégués se lèvent, chantent la Marseillaise, puis l'Internationale.)